

PRÉFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

DIRECTION
DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE,
ET DES FINANCES
SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT
ET DU CADRE DE VIE

Affaire suivie par Mme MOREL

Réf. : MM/CBE

35.03.53.98

Rappeler impérativement les références ci-dessus

SOCIETE GENERALE ULTRA FRAIS

MAROMME

INSTALLATIONS DE TRANSFORMATION

DU LAIT

DOSSIER N° 9200010

VU :

La loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 modifiée, relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,

La loi n° 92.3 du 3 janvier 1992 sur l'eau,

Le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976 précitée,

Les différents arrêtés préfectoraux et récépissés autorisant et réglementant les activités exercées par la société GENERALE ULTRA FRAIS dans son usine de MAROMME,

La demande en date du 16 janvier 1992, modifiée le 19 août 1993, par laquelle la Société GENERALE ULTRA FRAIS, dont le siège social est 19, Rue de la République à MAROMME, sollicite l'autorisation, à titre de régularisation, d'exploiter les activités de transformation de produits laitiers dans son usine située à la même adresse,

Les plans et autres documents joints à cette demande,

L'arrêté préfectoral du 7 décembre 1993 annonçant l'ouverture d'une enquête publique d'un mois du 3 janvier 1994 au 3 février 1994 inclus, sur le projet susvisé, désignant M. Jacques BILLIET comme commissaire enquêteur et prescrivant l'affichage dudit arrêté aux lieux habituels d'affichage des actes administratifs de la ville de MAROMME ainsi que dans le voisinage des installations projetées, et dans les communes de DEVILLE LES ROUEN, CANTIEU et NOTRE DAME DE BONDEVILLE situées dans le rayon d'affichage fixé par la nomenclature des installations classées,

Les dossiers d'installations classées font l'objet, pour leur gestion, d'un traitement informatisé. Le droit d'accès au fichier et de rectification prévu par l'article 27 de la loi n° 78.17 du 6 janvier 1978 s'exerce auprès de la Préfecture.

- ARRÊTÉ -

LE PREFET,

DE LA REGION DE HAUTE-NORMANDIE

PREFET DE LA SEINE-MARITIME

CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,

ROUEN, le

16-1-95

Le certificat des maires des communes intéressées constatant que cette publicité a été effectuée,

Le procès-verbal de l'enquête,

L'avis du commissaire enquêteur,

L'avis du directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,

L'avis du directeur départemental de l'équipement,

L'avis du chef du service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile,

L'avis du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,

L'avis du directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle,

L'avis du directeur départemental des services d'incendie et de secours,

Les délibérations des conseils municipaux de MAROMME, CANTELU et DEVILLE LES ROUEN en date des 21 décembre 1993, 18 janvier 1994 et 4 février 1994,

Le rapport de l'inspection des installations classées en date du 20 octobre 1994,

La délibération du conseil départemental d'hygiène en date du 8 novembre 1994,

Les arrêtés préfectoraux des 7 juin 1994, 2 septembre 1994 et 7 décembre 1994 prorogant jusqu'au 7 mars 1995 les délais d'instruction de ce dossier,

Les notifications faites au demandeur les 27 octobre 1994 et 22 novembre 1994

Les observations de la société en date du 29 novembre 1994,

Le rapport de l'inspection des Installations Classées en date du 16 décembre 1994,

ARRÊTÉ :

ARTICLE 1^{er} : La Société GENERALE ULTRA FRAIS, dont le siège social est 19, Rue de la République à MAROMME est autorisée, à titre de régularisation, à exploiter, dans son usine située à la même adresse, les installations de transformation du lait.

ARTICLE 2 : La présente autorisation est accordée sous réserve du respect des prescriptions d'exploitation ci-annexées.

En outre, l'exploitant devra se conformer strictement aux dispositions édictées par le livre II (titre III) - parties législatives et réglementaires - du Code du Travail, et aux textes pris pour son application dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs. Sur sa demande, tous renseignements utiles lui seront fournis par l'inspection du travail pour l'application de ces règlements.

ARTICLE 3 : Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution. Par ailleurs, ce même arrêté devra être affiché en permanence de façon visible à l'intérieur de l'établissement.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté ne préjudicie en rien aux dispositions du code de l'urbanisme. Dans l'hypothèse où un permis de construire est nécessaire, son instruction doit faire l'objet d'une demande distincte.

ARTICLE 5 : L'établissement demeurera d'ailleurs soumis à la surveillance de la police, de l'inspection des installations classées et de l'inspection du travail, de l'administration des services d'incendie et de secours, ainsi qu'à l'exécution de toutes mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques.

ARTICLE 6 : En cas de contraventions dûment constatées aux dispositions qui précèdent, le titulaire du présent arrêté pourra faire l'objet des sanctions prévues à l'article 23 de la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 modifiée indépendamment des condamnations à prononcer par les tribunaux compétents.

Sauf le cas de force majeure, le présent arrêté cessera de produire effet si l'établissement n'est pas exploité pendant deux années consécutives.

ARTICLE 7 : Au cas où la société serait amenée à céder son exploitation, le nouvel exploitant ou son représentant devra en faire la déclaration aux services préfectoraux, dans le mois suivant la prise en charge de l'exploitation.

S'il est mis un terme au fonctionnement de l'activité, l'exploitant est tenu d'en faire la déclaration dans le délai d'un mois dans les formes prévues à l'article 34.1. du décret précité du 21 septembre 1977 modifié et de prendre les mesures qui s'imposent pour remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1976.

ARTICLE 8 : Conformément à l'article 14 de la loi du 19 juillet 1976 susvisée, la présente décision ne peut être déferée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 9 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 10 : Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, le maire de MAROMME, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Haute-Normandie, les inspecteurs des installations classées, le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, les inspecteurs du travail, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, ainsi que tous agents habilités des services précités et toutes autorités de police et de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera affichée pendant une durée minimum d'un mois à la porte de la mairie de MAROMME.

Un avis sera inséré aux frais de la société intéressée dans deux journaux d'annonces légales du département.

ROUEN, le 16 JAN. 1995

LE PREFET,

Pour le Préfet, et par délégation,
le Secrétaire Général,

Bruno RAIFAUD

3

Pour ampliation
Le chef de service

M. BARBOTIN

**Société Générale Ultra Frais
à MAROMME**

PRESCRIPTIONS ANNEXEES A L'ARRETE PREFECTORAL
en date du 16 JAN. 1995

1 - OBJET

La Société Générale Ultra Frais, dont le siège social est à MAROMME est autorisée, à titre de régularisation, à procéder à l'extension de ses activités de transformation du lait, 19, Rue de la république à MAROMME.

Les activités exercées se rangent sous les rubriques suivantes de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement :

NUMERO	DESIGNATION	CAPACITE	CLASSEMENT
81 Bis <i>1530-2</i>	Dépôts de bois, papiers, cartons ou combustibles analogues. La quantité des matériaux stockés à l'intérieur de l'établissement étant supérieure à 1000 m ³ et l'établissement étant situé à moins de 100 m de tout bâtiment habité ou occupé par des tiers.		DECLARATION
153 bis A <i>2910-A2</i>	Installation de combustion. Lorsque les produits consommés seuls ou en mélange sont exclusivement du fioul domestique ou du gaz naturel. La puissance thermique maxi de l'installation étant comprise entre 4 et 20 MW.	4,9 MW	DECLARATION
355 A <i>1180-1</i>	PCB, PCT, composants, appareils et matériels imprégnés en exploitation et dépôt de produit neuf contenant plus de 30 l de produit.	2 650 KVA	DECLARATION

Vu pour être annexé à mon arrêté
en date du 16 JAN. 1995

Pour le Préfet, et par délégation,
le Secrétaire Général,
Bruno RAIFAUD

NUMERO	DESIGNATION	CAPACITE	CLASSEMENT
361 A	Installations de réfrigération/compression comprimant ou utilisant un fluide inflammable ou toxique. La puissance absorbée étant supérieure à 300 kW	1 090 kW (ammoniac)	AUTORISATION
361 B	Installations de réfrigération/compression utilisant un fluide non inflammable et non toxique. La puissance absorbée étant supérieure à 500 kW.	1137 kW (fréon) 570 kW (air)	AUTORISATION
1136.3	Emploi ou stockage de l'ammoniac en récipients de capacité unitaire supérieure à 50 kg, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 150 kg mais inférieure ou égale à 50 t.	3,2 t (0,15 + 2,8 + 0,25)	AUTORISATION
1434	Installation de remplissage ou de distribution de liquides inflammables.	4 m ³ /h	DECLARATION
1510	Entrepôts couverts de produits combustibles en quantité supérieure à 500 t, le volume des entrepôts étant supérieur ou égal à 5 000 m ³ mais inférieur à 50 000 m ³ .	11 500 m ³	DECLARATION
2230	Réception, stockage, traitement, transformation, ... du lait ou des produits issus du lait. La capacité journalière de traitement étant supérieure à 70 000 l/j.	400 000 l	AUTORISATION
2661	Emploi de matières plastiques par des procédés exigeant des conditions particulières de température et pression, la quantité de matière susceptible d'être traitée étant supérieure ou égale à 1 t/j mais inférieure à 10 t/j.	9 t/j	DECLARATION
2925	Ateliers de charge d'accumulateurs. La puissance maximale du courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 10 kW.	62 kW	DECLARATION

1432

.../...

Les activités exercées se rangent sous les rubriques suivantes de la nomenclature loi sur l'eau.

RUBRIQUE	DESIGNATION	CAPACITE	CLASSEMENT
1.1.0.	Installations, ouvrages, travaux permettant le prélèvement dans un système aquifère autre qu'une nappe d'accompagnement d'un cours d'eau d'un débit total supérieur ou égal à 80 m ³ /h.	320 m ³ /h	AUTORISATION

Taxe unique

L'établissement est assujéti à la taxe unique en application de l'article 17 de la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976.

2 - CONDITIONS GENERALES DE L'AUTORISATION

2.1 - Conformité du dossier

L'établissement sera situé, installé et exploité conformément aux plans et documents du dossier de demande d'autorisation non contraires aux dispositions du présent Arrêté.

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

L'établissement exercera les activités suivantes :

- pasteurisation et écrémage du lait sans conditionnement,
- fabrication de produits frais.

.../...

La capacité journalière de l'établissement sera de :

Pasteurisation	400 000 l/j
Ecrémage	
Produits frais yaourts étuvés yaourts brassés desserts	83 200 l/j (100 000 kg/j) 160 000 l/j (163 000 kg/j) 50 000 l/j (125 000 kg/j)
Produits en excès crème en excès lait écrémé en excès	26 800 l/j 80 000 l/j

2.2 - Déclarations des incidents et accidents

Les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1976 devront être déclarés dans les meilleurs délais à l'Inspection des Installations Classées conformément aux dispositions de l'article 38 du décret n° 77.1133 du 21 Septembre 1977.

2.3 - Prévention des dangers et nuisances

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté devra être immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

2.4 - Conditions générales de l'Arrêté Préfectoral

L'autorisation d'exploiter est accordée sous réserve des dispositions du présent Arrêté qui se substituent aux dispositions contraires des Arrêts Préfectoraux d'autorisation et récépissés de déclarations antérieurs notamment l'Arrêté Préfectoral du 17 Avril 1987.

2.5 - Réglementation Générale

Les dispositions des textes ci-dessous sont notamment applicables de façon générale à toutes les installations de l'ensemble de l'établissement : (elles ne font pas d'obstacle à l'application des dispositions particulières prévues aux chapitres suivants) :

- Circulaire et instruction du 17 Avril 1975 relatives aux réservoirs enterrés dans lesquels sont emmagasinés des liquides inflammables.
- Les réservoirs enfouis de liquides inflammables de 1ère et 2ème catégorie sont interdits par Arrêté Préfectoral du 1er Septembre 1975.
- Arrêté du 20 Juin 1975 relatif à l'équipement et l'exploitation des installations thermiques en vue de réduire la pollution atmosphérique et d'économiser l'énergie, à l'exception des articles 12 à 17.
- Arrêté interministériel du 5 Juillet 1977 relatif aux installations de combustion.
- Circulaire du 10 Août 1979 relative à la conception des circuits de réfrigération en vue de prévenir la pollution de l'eau.
- Arrêté du 31 Mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations Classées susceptibles de présenter des risques d'explosion.
- Circulaire du 23 Juillet 1984 relative aux rayonnements ionisants.
- Arrêté et circulaire du 20 Août 1985 relatifs aux bruits aériens émis dans l'environnement par les Installations Classées.
- Circulaire du 23 Juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les Installations Classées.
- Arrêté du 10 Juillet 1990 relatif à l'interdiction de rejet dans les eaux souterraines.
- Arrêté et circulaire du 28 Janvier 1993 concernant la protection contre la foudre, de certaines Installations Classées.
- Circulaire du 28 Janvier 1993 relative à l'information préventive des populations sur les risques.
- Arrêté du 1er Mars 1993 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux rejets de toute nature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises à autorisation.

.... /

3 - PREVENTION DE LA POLLUTION DE L'EAU

3.1 - Consommation d'eau

Chaque pompe qui sert au prélèvement d'eau de nappe ou de surface sera munie d'un compteur volumétrique.

Tous les compteurs de l'établissement seront relevés selon une fréquence hebdomadaire et les chiffres consignés dans un registre qui devra, à sa demande, être présenté à l'inspecteur des Installations Classées.

3.2 - Prévention des pollutions accidentelles

L'ensemble des installations sera conçu, entretenu et exploité de façon qu'il ne puisse y avoir, même en cas d'accident, déversement de matière dangereuse ou insalubre vers les égouts ou le milieu naturel.

3.3 - Consignes en cas d'arrêt d'installation

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comporteront explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer, en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à garantir en toutes circonstances le respect des normes du présent arrêté.

Les consignes prendront en compte les risques liés aux capacités mobiles.

3.4 - Détection automatique - Alarme

L'exploitant installera un dispositif de détection automatique et d'alarme en vue de signaler un éventuel écoulement accidentel et d'atténuer son importance.

3.5 - Consignes en cas de pollution

L'exploitant établira une consigne définissant la conduite à tenir en cas de pollution accidentelle.

.../...

3.6 - Stockage - Postes de chargement et de déchargement

Les aires de chargement et de déchargement des véhicules citernes seront équipées de rétentions ainsi que les différents stockages de matières premières, intermédiaires ou résiduaires de manière à récupérer tout déversement accidentel.

3.7 - Canalisations - Transport des produits

Les canalisations de transport de produit seront constituées en matériaux résistants à l'action des produits. Elles seront installées et exploitées de manière à éviter tout risque de pollution accidentelle. Leur étanchéité sera vérifiée régulièrement. Elles seront repérées conformément à la norme NF X 08.100. Les dispositifs de coupure placés sur ces canalisations seront signalés de façon bien visible et indestructible.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement devra être effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

3.8 - Ateliers

Le sol des ateliers devra être étanche, incombustible et équipé de façon à ce que les produits répandus accidentellement et tout écoulement (eaux de lavage...) puissent être drainés vers une capacité de rétention appropriée aux risques.

3.9 - Capacité de rétention

Tout récipient susceptible de contenir des produits liquides pol-luants doit être associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand récipient,
- 50 % de la capacité globale des récipients associés.

L'exploitant devra veiller à ce que les volumes potentiels de rétention soient disponibles en permanence.

La capacité doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à la pression des fluides.

.../...

3.10 - Rejet en nappe

Le rejet direct ou indirect d'eaux résiduaires même traitées dans une nappe souterraine est interdit.

Les abords des forages seront protégés de telle sorte qu'une pollution superficielle ne puisse atteindre directement la nappe.

3.11 - Schéma des réseaux

Un plan des réseaux d'égouts faisant apparaître les secteurs collectés sera établi et régulièrement tenu à jour.

3.12 - Séparativité des réseaux

Les eaux résiduaires et les eaux pluviales seront évacuées par des réseaux distincts et sans communication.

3.13 - Emplacement des rejets - Aménagement

Les dispositifs de rejet seront conçus de manière à réduire la perturbation apportée par le déversement au milieu récepteur, à ses abords en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci.

Les dispositifs de rejet seront aménagés de manière à permettre la mesure du débit et le prélèvement en continu d'échantillons représentatifs des rejets.

Ils devront être commodément accessibles à l'organisme mandaté par l'Inspection des Installations Classées pour procéder aux opérations de prélèvements et de mesures.

Sont portés à la charge de l'exploitant, les frais occasionnés par les contrôles des effluents ou de leurs effets sur le milieu naturel réalisés à la demande de l'Inspection des Installations Classées.

Tout fait de pollution accidentelle devra être porté dans les meilleurs délais possibles, à la connaissance du service de Police des Eaux et de l'Inspection des Installations Classées.

.../...

3.14 - Effets sur le poisson

Le rejet direct ou indirect de substances dont l'action ou les réactions sont susceptibles de détruire le poisson, nuire à sa nutrition ou à sa reproduction est interdit.

3.15 - Eaux vannes

Les eaux vannes seront traitées et évacuées conformément à la réglementation en vigueur.

3.16 - Eaux de refroidissement

L'établissement ne comprendra pas de refroidissement en circuit ouvert.

Les purges des eaux de refroidissement et les eaux pluviales normalement non polluées ne seront pas mélangées aux eaux résiduaires à traiter. Leur collecte sera assurée par un réseau particulier. Leur température n'excèdera pas 30°C.

Le rejet pourra s'effectuer dans la rivière Le Calilly sous réserve du respect des règlements en vigueur. Il ne contiendra pas plus de 5 mg/l d'hydrocarbures (Normes NFT 90.2303 et NFT 90.114).

3.17 - Eaux de nettoyage et eaux pluviales polluées

Le volume des eaux de nettoyage sera aussi réduit que possible. L'exploitant installera pour ce faire des dispositifs sur chaque robinet ou tuyau souple évitant tout écoulement après usage. Il utilisera des techniques de nettoyage les moins consommatrices d'eau.

Toutes les eaux de lavage nécessaires à l'entretien des véhicules, des ateliers et des installations ainsi que les eaux pluviales polluées (cuvettes de stockages, aire de lavage des camions,...) seront collectées dans l'établissement et ne devront pas rejoindre le milieu sans être traitées spécifiquement ou par le moyen d'épuration retenu.

La solution retenue est le traitement de l'effluent dans la station d'épuration du bas-Cailly.

.../...

A la sortie de l'usine, l'effluent subira un traitement préalable par dégrillage.

Ses caractéristiques seront :

Débit moyen journalier $\leq 2\ 000\ m^3/j$
 Débit maximal instantané $\leq 200\ m^3/h$
 Température $\leq 30^\circ C$
 $5,5 < pH < 9$.

	Concentration maxi instantanée	Flux maxi journalier
DCO	2 000 mg/l	3 200 kg/j
DBO5	800 mg/l	1 300 kg/j
MES	400 mg/l	640 kg/j

Après traitement avant rejet au milieu naturel, les caractéristiques de l'effluent seront :

	Concentration	Flux	Rendement
DCO	80 mg/l	130 kg/j	96 %
DBO5	30 mg/l	48 kg/j	96 %
MES	17 mg/l	27 kg/j	96 %

L'exploitant prendra les dispositions nécessaires pour être en mesure d'informer l'Inspection des installations Classées des conditions globales de traitement de son effluent. Si la solution d'un traitement propre venait à être mise en oeuvre les flux de pollution rejetés devraient bien entendu respecter les limites ci-dessus.

3.18 - Surveillance des rejets

L'exploitant mettra en place un programme de surveillance de ses rejets. Les paramètres suivants feront l'objet d'un enregistrement en continu :

- Débit,
- pH.

Les paramètres suivants seront mesurés quotidiennement sur un échantillon représentatif :

- MES,
- DCO,
- DBO5.

Les résultats de ces mesures seront transmis mensuellement à l'Inspection des Installations Classées et au plus tard le 15 du mois suivant.

3.19 - Eaux de rétention incendie

L'exploitant prendra toutes dispositions pour éviter les écoulements accidentels de substances dangereuses polluantes ou toxiques ainsi que les rejets d'effluents susceptibles de résulter de la lutte contre un incendie.

L'exploitant remettra pour le 31 Décembre 1995 une étude technico-économique relative à la mise sous rétention du site accompagnée d'un échéancier de réalisation des travaux nécessaires.

4 - PREVENTION DE LA POLLUTION DE L'AIR

4.1 - Emissions de polluants - Brûlage

Toutes dispositions seront prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émissions de fumées épaisses, de buées, de suies, de poussières, de gaz odorants, toxiques ou corrosifs susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites.

Notamment, tout brûlage à l'air libre est interdit.

4.2 - Conception des installations

Les installations seront conçues, équipées et exploitées de manière à limiter les émissions de polluants à l'atmosphère. La mise en oeuvre de recyclages d'air pollué, de techniques permettant la récupération de sous-produits ou de polluants sera privilégiée. Par ailleurs, toutes dispositions seront prises pour prévenir les risques d'incendie et d'explosion.

.../...

4.3 - Evacuation - Diffusion

Les rejets à l'atmosphère canalisés seront effectués par l'intermédiaire d'une cheminée permettant une bonne diffusion de façon à limiter la concentration dans l'air de produits polluants.

La forme des conduits de fumée, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, sera conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des effluents dans l'atmosphère.

4.4 - Rejets

Les gaz issus des cheminées présenteront les caractéristiques suivantes :

- Poussières totales : 50 mg/Nm^3 rapporté à une teneur en CO_2 de 7 % dans les gaz résiduels, le débit volumétrique des gaz étant rapporté à des conditions normalisées de température (273 K) et de pression ($101,3 \text{ kPa}$) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

4.5 - Installation de combustion

L'installation sera équipée des appareils de mesures exigés par l'Arrêté Ministériel du 20 juin 1975.

L'Inspection des Installations Classées pourra demander à tout moment la réalisation de prélèvements et de mesures sur les gaz émis par l'installation de combustion. Les frais occasionnés seront à la charge de l'exploitant.

L'établissement est soumis à l'Arrêté Ministériel du 5 juillet 1977.

4.6 - Surveillance des appareils de mesure

Les appareils de mesure seront vérifiés et étalonnés aussi souvent que nécessaire.

4.7 - Emissions diffuses - Poussières

L'établissement devra être tenu dans un état de propreté satisfaisant. L'intérieur des ateliers et des stockages ainsi que les pistes de circulation, devront notamment faire l'objet de nettoyages fréquents. Toutes précautions seront prises pour prévenir les envois de poussières ainsi que leur entraînement par ruissellement vers le milieu naturel.

5 - DECHETS

5.1 - Prévention

L'exploitant prendra les dispositions nécessaires pour limiter la production de déchets, sous-produits et résidus de fabrication.

5.2 - Collecte

Les déchets seront collectés de manière sélective dans les différents ateliers et valorisés autant que possible. En particulier, les déchets industriels banals et spéciaux seront stockés séparément de façon claire.

5.3 - Stockage

Les déchets et résidus produits par l'établissement seront stockés dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution (prévention des envois, infiltration dans le sol, odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les déchets toxiques ou polluants seront traités de façon analogue aux matières premières de même nature, et tout ce qui concerne leur conditionnement et la protection contre les fuites accidentelles.

Chaque déchet sera clairement identifié et repéré.

.../...

Les déchets d'emballage non souillés seront notamment rassemblés dans des récipients distincts de ceux recevant les sous-produits spécifiques (produits et sous-produits laitiers inaptes à la consommation, bouchons d'écrémage,....). Ces derniers seront collectés à sec en vue de réduire la pollution des eaux et de faciliter leur valorisation.

5.4 - Déchets liquides

Les déchets liquides seront stockés dans des récipients (réservoirs, fûts,....) en bon état placés dans des cuvettes de rétention étanches dont la capacité est au moins égale à la plus grande des valeurs suivantes :

- 100 % du volume du plus grand récipient,
- 50 % de la capacité globale des récipients.

Toutes les égouttures et eaux de ruissellement seront collectées et feront l'objet d'un traitement approprié.

5.5 - Déchets solides

Les déchets solides ou pâteux seront stockés sur une aire étanche.

5.6 - Elimination

Les déchets industriels seront éliminés dans des installations régulièrement autorisées au titre de la loi du 19 juillet 1976, dans des conditions nécessaires pour assurer la protection de l'environnement. L'exploitant sera en mesure d'en justifier l'élimination sur demande de l'inspecteur des Installations Classées.

5.7 - Registre

L'exploitant tiendra une comptabilité régulière et précise des déchets produits par son établissement.

A cet effet, un registre sur lequel seront rapportées les informations suivantes, sera tenu :

- natures et quantités de déchets produits,
- dates des différents enlèvements pour chaque type de déchets,

.../...

- noms des entreprises assurant des enlèvements de déchets,
- noms des entreprises assurant le traitement,
- adresse du centre de traitement, mode d'élimination.

Ce registre sera mis, à sa demande, à la disposition du service chargé de l'Inspection des Installations Classées.

5.8 - Application de l'Arrêté Ministériel du 4 Janvier 1985

L'exploitant est tenu de se conformer aux dispositions de l'Arrêté Ministériel du 4 Janvier 1985, notamment en ce qui concerne l'émission d'un bordereau de suivi.

L'exploitant fera parvenir trimestriellement avant le 10 du mois suivant à l'Inspecteur des Installations Classées un état récapitulatif de la production des déchets produits dans son établissement sous la forme d'un des bordereaux prévus aux annexes 4 de l'Arrêté Ministériel du 4 Janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances.

5.9 - Traitement - Incinération

En l'absence d'autorisation préfectorale tout traitement d'élimination ou incinération de déchets est interdit.

5.10 - Huiles usagées

Les huiles usagées seront éliminées conformément au décret du 21 Novembre 1979 modifié portant réglementation de la récupération des huiles usagées et aux textes subséquents.

6 - PREVENTION DES NUISANCES SONORES

6.1 - Prévention

L'installation doit être construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

.../...

.../...

Les bruits émis par les installations ne doivent pas être à l'origine d'une émergence supérieure à :

- 5 dB(A) pour la période allant de 6h30 à 21h30 sauf dimanches et jours fériés,
- 3 dB(A) de 21h30 à 6h30 ainsi que les dimanches et les jours fériés.

6.5 - Émergence

65	60	55
le jour 7h à 20h	en période intermédiaire 6h à 7h - 20h à 22h Dimanches et jours fériés	la nuit 22h à 6h

Les niveaux d'évaluation exprimés en dB(A) engendrés par le fonctionnement de l'établissement ne devront pas excéder en limite de propriété :

6.4 - Niveaux sonores en limite de propriété

L'usage de tous appareils de communications par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, hauts-parleurs, etc...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

6.3 - Avertisseurs

Les véhicules de transport, les matériels de maintenance et les engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement, doivent être conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier au décret du 18 Avril 1969).

6.2 - Transport - Maintenance

Les prescriptions de l'Arrêté Ministériel du 20 Août 1985 relatif aux bruits aériens émis par les installations relevant de la loi sur les installations classées pour la protection de l'Environnement lui sont appliquées.

L'émurgence étant définie comme étant la différence entre les niveaux de bruit mesurés lorsque l'installation est en fonctionnement et lorsqu'elle est à l'arrêt et mesurée selon les dispositions de l'instruction technique du 20 Août 1985.

6.6 - Contrôle des niveaux sonores

L'Inspection des Installations Classées peut demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera soumis à son approbation.

L'Inspection des Installations Classées peut demander à l'exploitant de procéder à une surveillance périodique de l'émission sonore en limite de propriété de l'installation classée. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

7 - PREVENTION DES RISQUES

7.1 - Clôture

Afin d'en interdire l'accès, l'établissement sera entouré d'une clôture efficace et résistante d'une hauteur minimale de 2,25 m.

7.2 - Gardiennage

Un gardiennage sera assuré en permanence. En dehors des heures de travail, des rondes de surveillance seront effectuées suivant une consigne établie par l'exploitant qui définira la nature et la fréquence des contrôles que doit assurer le gardien.

7.3 - Organisation des secours

7.3.1 - Consignes

Des consignes générales de sécurité écrites seront établies pour la mise en oeuvre des moyens d'interventions, l'évacuation du personnel et l'appel aux moyens de secours extérieurs.

.../...

7.3.2 - Plan d'Opération Interne

L'exploitant établira, dans un délai d'un an, un Plan d'Opération Interne suivant les dispositions de l'article 17 du décret n° 77.1133 modifié par le décret n° 89.837 du 14 Novembre 1989 et de l'Instruction Interministérielle du 12 Juillet 1985 relative aux plans d'intervention en cas d'accident.

Ce plan définira notamment les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires que l'exploitant doit mettre en oeuvre pour protéger le personnel, les populations et l'environnement.

Il comprendra également la liste des mesures immédiates de protection qui incombent à l'exploitant en vertu de l'article 12 du décret n° 88.622 relatif aux plans d'urgence et de l'article 4 du décret n° 89.837 pris en application de la loi n° 87.565 du 22 Juillet 1987.

Ce plan et toute modification éventuelle seront transmis en 4 exemplaires aux services préfectoraux.

L'avis du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail sera adressé par les services préfectoraux.

L'administration pourra demander la modification des dispositions envisagées.

7.3.3 - Direction des Opérations de secours

L'exploitant assurera à l'intérieur des installations la direction des secours en cas d'accident susceptible d'avoir des conséquences à l'extérieur de son établissement.

Il prendra en outre à l'extérieur de son établissement les mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement prévues au Plan d'Opération Interne.

7.3.4 - Information des populations

L'exploitant est tenu de fournir au Préfet les éléments spécifiques concernant les risques encourus et sur les consignes à appliquer en cas d'accident.

.../...

7.4 - Accès de secours et voies de circulation

Les installations seront en permanence accessibles facilement par les services de secours. Les aires de circulation seront aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

Les installations seront en tout point accessibles de la voie publique par une voie engin répondant aux conditions suivantes :

- largeur de la chaussée : 3,5 mètres,
- hauteur disponible : 3,5 mètres,
- pente inférieure à 15 %,
- rayon de braquage intérieur : 11 mètres,
- force portante calculée pour un véhicule de 130 kilo newtons (dont 40 kilo newtons sur l'essieu avant et 90 kilo newtons sur l'essieu arrière, ceux-ci étant distants de 4,5 mètres).

Les voies de circulation, les pistes et voies d'accès seront nettement délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet (fûts, emballages...) susceptible de gêner la circulation.

Les Services d'Incendie et de Secours, le personnel d'intervention de l'établissement doivent disposer de l'espace nécessaire pour l'utilisation et le déploiement des moyens d'incendie et de secours nécessaires à la maîtrise des sinistres.

7.5 - Organisation de la prévention des risques

L'exploitant prendra toutes dispositions pour prévenir les incidents et les accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organisera sous sa responsabilité les mesures appropriées pour obtenir et maintenir cette prévention des risques. Il mettra en place le dispositif nécessaire pour obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

7.6 - Consignes d'exploitation

Le personnel sera averti des dangers présentés par les procédés de fabrication ou les matières mises en oeuvre, les précautions à observer et les mesures à prendre en cas d'accident. Il disposera de consignes de sécurité et d'incendie.

Les consignes d'exploitation des unités, stockages ou équipements divers, principalement ceux susceptibles de contenir des matières toxiques ou dangereuses seront obligatoirement écrites et comporteront explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer, en marche normale, dans les périodes transitoires, lors d'opérations exceptionnelles, à la suite d'un arrêt, après des travaux d'entretien ou de modification.

7.7 - Vérification

Toutes les vérifications concernant notamment les moyens de lutte contre l'incendie, les installations électriques, les dispositifs de sécurité, doivent faire l'objet d'une inscription sur un registre ouvert à cet effet avec les mentions suivantes :

- date et nature des vérifications,
- personne ou organisme chargé de la vérification,
- motif de la vérification : vérification périodique ou suite à un accident et, dans ce cas, nature et cause de l'accident.

7.8 - Organes de manœuvre

Les organes de manœuvre importants pour la mise en sécurité de l'installation et pour la maîtrise d'un sinistre éventuel, seront implantés de façon manœuvrables en cas de sinistre et/ou seront installés de façon redondante et judicieusement répartis.

Des organes de coupures générales extérieurs aux bâtiments et signales seront installés sur les circuits de gaz et de distribution de fuel à l'entrée des chaufferies.

7.9 - Utilités

L'exploitant prendra les dispositions nécessaires pour assurer en permanence la fourniture et la disponibilité des utilités qui concourent à la mise en sécurité des installations et à leur arrêt d'urgence.

Les organes principaux devront prendre automatiquement une position de sécurité en cas de perte d'énergie motrice.

7.10 - Eclairage de sécurité

Un éclairage de sécurité devra être réalisé conformément à l'arrêté du 10 Novembre 1976.

7.11 - Mesures et contrôle des paramètres de sécurité

Les paramètres importants pour la sécurité feront en permanence l'objet d'au moins deux modes d'acquisition et de traitement indépendants afin d'assurer une redondance totale et d'éviter le mode commun de défaillance.

Les dépassements des points de consigne devront déclencher des alarmes en salle de contrôle ainsi que les actions automatiques ou manuelles de protection ou de mise en sécurité appropriées aux risques encourus.

7.12 - Installations électriques

Les installations électriques seront réalisées, exploitées et entretenues conformément aux dispositions de l'Arrêté Ministériel du 31 Mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion.

Tous les appareils comportant des masses métalliques seront mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles. La mise à la terre sera effectuée suivant les règles de l'Art, elle sera distincte de celle du paratonnerre, la valeur de résistance de terre sera maintenue inférieure aux normes en vigueur.

7.13 - Choix des matériaux

Les matériaux utilisés seront adaptés :

- . aux risques présentés par les produits mis en oeuvre dans l'installation,
- . aux risques de corrosion et d'érosion,
- . aux risques liés aux conditions extrêmes d'utilisation (températures, pressions, contraintes mécaniques...).

.../...

7.14 - Entretien

Les installations pouvant être à l'origine d'incident ou d'accident ainsi que les moyens de surveillance, de prévention, de protection et d'intervention feront l'objet de vérifications et d'entretiens aussi nombreux que nécessaires afin de garantir leur efficacité et fiabilité.

Il conviendra en particulier de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de sécurité.

Les opérations correspondantes seront programmées et effectuées sous la responsabilité de l'exploitant.

7.15 - Permis de feu ou de travail

Tous les travaux de réparation ou de maintenance sortant du domaine de l'entretien courant ou mettant en oeuvre une flamme nue ou des appareils générateurs d'étincelles ne pourront être effectués qu'après délivrance d'un permis de feu ou de travail dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée.

Ces travaux ne pourront s'effectuer qu'en respectant les règles définies par une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant et jointe au permis de feu ou de travail.

Cette consigne définira les conditions de préparation, d'exécution des travaux ainsi que celles de remise en service des installations.

Le nombre de permis de feu ou de travail délivré devra être compatible avec le respect de la sécurité tant au niveau général qu'au niveau des règles minimales de surveillance.

7.16 - Postes de chargement - déchargement

Les aires de stationnement, de chargement ou de déchargement de véhicules transportant des matières toxiques ou dangereuses seront étanches, imperméables et incombustibles. Elles seront associées à une cuvette de rétention capable de recueillir tout écoulement accidentel.

.../...

Les opérations de chargement et de déchargement seront confiées exclusivement à du personnel averti des risques en cause et formé aux mesures de prévention à mettre en oeuvre et aux méthodes d'intervention à utiliser en cas de sinistre.

Avant d'entreprendre les opérations de chargement ou de déchargement, seront vérifiées :

- la nature et les quantités des produits à charger ou à décharger,
- la disponibilité des capacités correspondantes,
- la compatibilité des équipements de chargement ou de déchargement, celle de la capacité réceptrice, celle de son contenu.

7.17 - Caractéristiques des constructions et aménagement

Les ateliers seront construits en matériaux résistant au feu. Les parois seront coupe-feu de degré 2 heures, la couverture incombustible, le sol sera imperméable et incombustible. Les portes seront pare-flammes de degré 1/2 heure et munies d'un ferme-porte.

7.18 - Désenfumage

Le désenfumage des locaux comportant des zones de risque d'incendie s'effectuera par des ouvertures dont la surface totale ne devra pas être inférieure au 1/100ème de la superficie de ces locaux.

Les commandes des dispositifs de désenfumage situés en partie haute et judicieusement réparties seront commodément accessibles (disposées à proximité des issues de secours) ou seront à déclenchement automatique.

7.19 - Interdiction de fumer

L'interdiction de fumer ou d'approcher avec une flamme dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion devra être affichée.

7.20 - Moyens nécessaires pour lutter contre un sinistre

L'établissement disposera des moyens notamment en débit d'eau d'incendie, en réserve d'émulseurs et en canons pour lutter efficacement contre l'incendie.

Ces moyens seront suffisamment denses et répondront aux risques à couvrir.

7.21 - Réseau d'eau d'incendie

Le réseau d'eau d'incendie devra pouvoir assurer en toutes circonstances un débit minimal de 260 m³/h sous une pression de 9 bars.

7.22 - Détection de feu

L'exploitant disposera d'un système de détection de feu ou de chaleur couvrant les zones à risques (notamment : les magasins des matières consommables, stockages "île gabriel", bâtiments énergie (U1, U2, Chauffage), ateliers desserts), qui déclenchera en salle de contrôle, une alarme et une localisation des zones de dangers.

Les zones et les équipements les plus à risque seront équipés de système d'extinction automatique.

7.23 - Installations de réfrigération à l'ammoniac

Les installations de réfrigération et les circuits d'ammoniac seront conformes aux dispositions prévues par le dossier de demande d'autorisation.

Des consignes sont élaborées pour les rechargements des circuits d'ammoniac. Cette opération sera confiée exclusivement à du personnel spécialement désigné et instruit à cet effet et disposant des consignes précédentes.

Les réservoirs d'ammoniac seront protégés du surtempérage par des alarmes redondantes et indépendantes de niveau haut ou de charge maximales du réservoir. Ils seront équipés d'un indicateur de niveau ou de charge.

Les opérations potentiellement dangereuses en cours seront signalées visuellement à l'extérieur des locaux de production d'eau glacée et d'eau glycolée.

Des détecteurs de NH₃ seront installés dans les locaux de production d'eau glacée et d'eau glycolée et sur le parcours des canalisations extérieures. Ces détecteurs seront connectés à une centrale de détection avec visualisation au poste de garde effectuant l'arrêt des installations et la mise en sécurité par fermeture des vannes de sectionnement.

Seuil d'alarme : 200 ppm

Arrêt des compresseurs : 300 ppm.

Toutes dispositions seront prises pour confiner toute dispersion d'ammoniac à l'intérieur des locaux réservés aux installations de réfrigération et pour limiter la dispersion de l'ammoniac à l'extérieur par confinement des tuyauteries et des vannes extérieures aux locaux.

Des boutons d'arrêt d'urgence seront judicieusement installés de façon à pouvoir mettre en toute circonstance l'installation en position de sécurité.

L'exploitant prendra toutes dispositions pour assurer la fiabilité en toute circonstance des dispositifs de sectionnement.

L'exploitant remettra dans un délai d'un an une étude technico-économique relative au traitement de l'ammoniac susceptible d'être émis en cas d'incident.

Toutes dispositions seront prises pour qu'aucun effluent susceptible de nuire à la santé des populations avoisinantes ou à l'environnement ne soit émis.

8 - DISPOSITIONS DIVERSES

8.1 - Contrôle

L'Inspection des Installations Classées pourra demander à tout moment la réalisation de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux ou de déchets ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores de l'installation. Les frais occasionnés seront à la charge de l'exploitant. Cette prescription est applicable à l'ensemble de l'établissement.

8.2 - Transfert - Changement d'exploitant

Tout transfert de l'installation sur un autre emplacement nécessite une nouvelle demande d'autorisation.

En cas de changement d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant doit en faire la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

8.3 - Annulation - Déchéance - Cessation d'activité

La présente autorisation cessera de produire effet au cas où l'installation n'aura pas été mise en service dans un délai de 3 ans après la notification du présent arrêté ou n'aura pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

En cas de cessation d'activité, l'exploitant doit en informer le Préfet dans le mois qui suit.

L'exploitant doit remettre le site de l'installation dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1er de la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976.